l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 378 | vendredi 28 novembre 1975

LE DILEMME DU PCF

Mitterrand est en ce moment même aux USA où il est reçu, peu s'en faut, comme un chef d'État. Il s'est en particulier entretenu avec Kissinger, dans une ambiance qui, nous dit-on, a été faite de *«sympathie et de compréhension»*. Le sens de ce voyage est clair. Il s'agit de rassurer la superpuissance US sur les intention du Parti socialiste, dont l'alliance avec le PCF inquiète Kissinger. Il y voit en effet le danger d'une pénétration de l'influence soviétique en France, en cas d'accession de l'«Union de la gauche» au pouvoir.

Mitterrand a donc réaffirmé que l'alliance de la France avec les USA serait maintenue. *«Il n'y aura pas de renversement des alliances»* a-t-il déclaré. Et il a ajouté : *«Le Programme commun comporte le maintien de l'Alliance atlantique. Si notre partenaire n'est pas d'accord sur cet élément de notre contrat, à lui d'en tirer les conséquences»*. Autrement dit : c'est ça ou la porte ! Mitterrand veut ainsi montrer que ce sont les socialistes qui dirigent dans l'«Union de la gauche» et qui fixent les conditions. Le PCF n'a qu'à se soumettre ou à se démettre. C'est là l'expression du nouveau rapport de forces entre les deux partis. D'ailleurs, à l'Université de New-York, Mitterrand devait s'exclamer : *«C'est fait : le Parti socialiste est le premier parti de France»*. De même, dans la journée de mercredi, il s'est associé à un message des chefs de gouvernements socialistes européens adressé au dirigeant socialiste portugais Soarès, pour le soutenir dans l'affrontement avec les putschistes du parti pro-soviétique portugais.

Le PCF se trouve ainsi placé dans une situation pour le moins délicate qui est à l'origine des contradictions qui agitent sa direction. De deux choses l'une en effet. Ou bien il veut accéder au gouvernement par les élections et pour cela il doit maintenir son alliance avec le PS, ce qui signifie qu'aujourd'hui il doit accepter la direction du PS et les conditions posées par Mitterrand.

Ou bien il refuse les conditions de Mitterrand, s'engage dans la voie de l'affrontement avec les socialistes et de la rupture de l'«Union de la gauche». Mais cela siginifie qu'il renonce à accéder au gouvernement dans la situation actuelle et qu'il attend des conditions plus favorables pour se lancer à l'assaut du pouvoir par d'autres moyens que les élections. Une telle tactique est sans doute plus conforme aux intérêts du social-impérialisme russe.

Tel est le dilemne du révisionnisme en France aujourd'hui, écartelé entre sa volonté d'accéder au pouvoir et ses liens avec la superpuissance soviétique.

Tel est le sens des contradictions qui traversent la préparation de son XXIIé Congrès.

ESPAGNE

LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

MANIFESTATION CE JEUDI SOIR A PARIS 18h30 métro Parmentier

On voudrait nous faire croire que c'est au sacre d'un roi «libéral» que Giscard d'Estaing va assister aujourd'hui. Il s'agit là d'une supercherie destinée à masquer la continuation du fascisme en Espagne. La dernière en date des manœuvres étant l'annonce des prétendues mesures de «clémence» de Juan Carlos à l'occasion de son couronnement. Regardons-y de près et nous verrons qu'il s'agit d'une imposture. Alors que l'Espagne compte plus de 2 000 prisonniers politiques, seule une cinquantaine d'entre eux seront libérés.

Seuls ceux qui ont été condamnés à des peines de moins de trois ans de prison auront une chance d'être libérés, or la plupart des peines de prison prononcées en Espagne sont supérieures à trois ans.

(Suite page 8)

PARIS-RHONE (Lyon)

Le patron lance les flics et les cadres contre les grévistes

Seconde entreprise métallurgique du département du Rhône après Berliet, la société Paris-Rhône est spécialisée dans les équipements électriques pour l'automobile et l'électroménager. Elle travaille notamment pour Berliet et Renault. La société emploie au total 4 200 travailleurs, en majorité des femmes et des immigrés, dont 3 250 dans les deux unités Mermoz de Lyon, 700 à l'unité de Villeurbanne et 250 à Bourgoin.

Tandis que l'occupation de Mermoz-Nord et celle de l'unité de Villeurbanne se poursuivent depuis le 12 novembre, l'usine Mermoz-Sud, qui n'est pas occupée, ne peut fonctionner en raison — officiellement — de l'absence de courant électrique.

Les travailleurs qui luttent pour 250 F d'augmentation mensuelle pour tous et qui exigent le paiement des jours de grève se voient soumis par le patron à de multiples pressions physiques, policières et judiciaires. D'ailleurs celui-ci ne cache pas sa volonté d'affamer les travailleurs. Ne proclame-t-il pas sans arrêt par haut-parleur : «Qui fait la grève, crève» ? Les travailleurs sauront l'empêcher d'exercer ce chantage odieux !

Visiblement le patron commence à trouver la note lourde. Et de l'étape des intimidations et des pressions diverses, il est passé à celle de l'agression en règle contre les grévistes.

Déjà ces derniers jours, le patron avait envoyé à plusieurs reprises un commando de cadres provoquer le piquet de grève de l'usine de Villeurbanne. Les ouvriers avaient alors expulsé ce commando. En même temps pour tenter de diviser et de démobiliser les travailleurs la direction faisait circuler de fausses nouvelles : un accord avait soi-disant été signé, des acomptes allaient être versés aux travailleurs, etc. Cette manœuvre s'est soldée par un échec. Et à ce jour l'usine de Villeurbanne demeure occupée.

Mardi matin c'est le piquet de grève de l'usine Mermoz-Nord de Lyon que la direction a fait agresser. Vers 7 h 15 un commando de 60 à 80 personnes, des cadres et quelques non grévistes, a escaladé des grilles par l'arrière et s'est rué sur le piquet de grève. Les travailleurs ont opposé à cette agression organisée par le patron une riposte vigoureuse et victorieuse. Plusieurs membres du commando ont été blessés et le patron a dû faire appel à 4 ambulances pour les évacuer.

En outre le patron a également recours à des jaunes. Avec une dizaine d'entre eux à l'usine Mermoz-Sud, il a mis sur pied un comité antigrève lequel, mardi, se déclarait ouvertement prêt à tenter de nouveau de pénétrer dans l'usine pour «faire respecter la liberté de travail».

C'est toujours pour ce même objectif que d'importantes forces de police étaient mises en place, à la demande de la direction, mercredi matin, vers 6 h 30, devant toutes les entrées des usines Mermoz Sud et Nord. A la suite de provocations et de divers incidents créés par des cadres, les flics devaient intervenir contre les piquets de grève et «écarter» une dizaine de travailleurs qui en faisaient partie, puis les retenir pour vérification d'identité.

La raison de cette intervention des flics et de cette vérification d'identité devait apparaître clairement lorsque, à 8 heures, un groupe d'une centaine de cadres, d'ingénieurs et d'agents de maîtrise, patron en tête, s'est précipité sur les grévistes restant aux piquets de grève. A l'issue des affrontements provoqués par ce commando et au cours desquels l'un des grévistes devait être blessé, les cadres ont réussi à pénétrer dans l'usine. Mais contrairement à ce que proclamait ensuite le patron, bien peu d'ouvriers avaient suivi le commando, puisque mercredi après-midi, sur les quelques centaines de personnes rentrées pour reprendre le travail, il n'y avait qu'une trentaine d'ouvriers, les autres étant des cadres, des agents de maîtrise et des membres de la direction.

L'intervention conjointe de la police et de commandos de cadres avait donc permis de faire reculer provisoirement les travailleurs. Mais ceux-ci ne devaient pas se laisser décourager pour autant bien au contraire. Leur volonté inébranlable de vaincre devait apparaître clairement, toute la matinée, alors qu'ils continuaient de faire front à la police en manifestant sur les trottoirs de l'avenue Mermoz qui sépare les deux usines.

Aujourd'hui bien sûr il est plus important que jamais d'apporter un soutien matériel et politique, le plus large possible, aux travailleurs de Paris-Rhône. C'est pour renforcer ce soutien, le rendre plus efficace que les militants de l'Humanité Rouge devaient dès mardi proposer à des membres du PCRML et de l'OC-GOP une action unie des marxistes-léninistes, destinée à épauler les grévistes de Paris-Rhône. Initiative juste et opportune qui malheureusement restait encore lettre morte mercredi soir, les deux formations marxistes-léninistes concernées n'ayant pas répondu à cette invitation.

CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS :

MANIFESTATION CHIMIE PARISIENNE

La manifestation chimie, le mercredi 26 à Paris, était axée principalement sur le chômage et l'emploi.

Environ 2 000 travailleurs de différentes usines chimiques (de la pharmacie, des pétroles et du caoutchouc) étaient présents devant le siège de l'Union des industries chimiques (UIC), qui est un organisme patronal décidant des salaires, de l'emploi, etc.

Devant l'UIC, le leader CGT qui n'a développé que la question des salaires (les patrons peuvent payer !) et des nationalisations (et comme d'habitude a raconté que seul le Programme commun pourra satisfaire ces désirs !), s'est fait huer ! Alors que celui de la CFDT mettait plus en avant le chômage, les restructurations et les licenciements, c'est d'ailleurs sur ces questions que les travailleurs se battent le plus.

C'est sur cela précisément que les travailleuses et les travailleurs du groupe Albert Rolland (laboratoire pharmaceutique) luttent actuellement, et ils etaient là pour le montrer.

C'est dans le cadre de la «restructuration capitaliste» que le groupe Albert Rolland veut licencier 140 personnes — ramené récemment à 108 suite à l'action des travailleurs.

Au laboratoire Anphar d'Arcueil l'occupation contre les licenciements se poursuit depuis le 18 novembre ; de même la grève illimitée continue à Chilly-Mazarin.

«Tant que nous n'aurons pas la garantie qu'il n'y aura aucun licenciement l'action continuera !» dit une déléguée CFDT de Chilly-Mazarin.

«Les travailleurs sont plus que jamais résolus à défendre leur emploi et demandent le soutien de tous, car leur lutte rejoint d'autres luttes, c'est la lutte de tous contre les licenciements, et contre le chômage.» dit un délégué CGT d'Anphar Arcueil.

De cela les travailleurs du groupe Rolland ont conscience, et leur détermination montre bien que les licenciements ne se négocient pas mais se refusent et se combattent.

ECHOS

A Rouen l'occupation de l'IMRO se poursuit

Crise de la presse égale crise de l'imprimerie de presse mais aussi de labeur, impression des magazines. *Actuellement 11 imprimeries sont en grève avec occupation.* C'est ce qu'on peut lire dans le dernier numéro du journal *Spécial licenciements* qu'impriment les travailleurs de l'IMRO en grève depuis deux mois. Les 125 travailleurs de cette imprimerie, la plus grosse de Rouen, poursuivent l'occupation des ateliers et continuent de mener activement leur lutte contre les licenciements.

* Pour tous contacts directs avec les grévistes : IMRO — 25, rue du Pré de la Bataille 76000 Rouen.

Grève dans les gares de marchandises de Strasbourg

Un mouvement de grève paralyse depuis mercredi les gares de marchandises de l'agglomération strasbourgeoise.

Le mot d'ordre, lancé pour protester contre le manque d'effectifs et une réorganisation des équipes, est très largement suivi par les quelque 800 membres du personnel de maîtrise et agents.

Lancé pour une durée initiale de 24 heures, le mouvement a d'ores et déjà été reconduit pour jeudi.

Châtellerault: «PAR PEUR D'ENTENDRE LA VÉRITÉ»

LA CGT REFUSE LE DEBAT !

Plus de 300 travailleurs et militants de la CFDT représentant une centaine de sections syndicales d'entreprises de la région Poitou-Charentes-Limousin, se sont réunis le samedi 22 novembre à Châtellerault pour échanger leurs expériences de lutte sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et contre la répression.

La CFDT avait proposé à la CGT d'organiser en commun ce rassemblement, mais la CGT a refusé prétextant que le lieu était mal choisi ! Et pour cause : les dirigeants de la CGT commencent à dévoiler leur véritable visage de saboteur des luttes ouvrières à Châtellerault. Notamment chez Marshall, Hutchinson, Geager, etc., et après la prise de position des UL et UD-CGT à propos des séquestrations de chez Bléreau. Pour eux, ce lieu était donc inacceptable, ils proposaient, bien sûr, un endroit où ils sont très implantés et où l'est peu la CFDT : Rochefort !

D'autre part, la CGT a un programme revendicatif, et il existe aussi une plateforme commune CGT-CFDT. Or cette dernière est surtout à l'avantage de la CGT, et ses dirigeants en fait ont peur que le débat proposé remette en cause ces avantages. C'est pourquoi ils prétextent qu'un tel débat n'est pas susceptible de développer l'action et de renforcer l'unité !

En pratiquant ainsi, les responsables CGT ont plusieurs raisons :

— empêcher le fonctionnement d'une véritable démocratie à la base entre les militants CGT et CFDT.

— ne pas être à la remorque de la CFDT, qui en avait eu l'initiative, mais au contraire prendre les initiatives pour contrôler et récupérer les luttes et actions de masse. Ainsi dans un tract récent de l'UL-CGT il était dit : «Actuellement les grèves tendent dans les faits à se coordonner, elles contribuent aussi à créer des conditions favorables à des mouvements de plus grande envergure, que la CGT est déterminée à promouvoir.» Ceci montre bien les manœuvres entreprises par des dirigeants CGT pour contrecarrer les initiatives de la CFDT qui, elle, se place sur des positions de lutte de classe.

Mais au cours des discussions et interventions, ces révisionnistes de la CGT ont été dénoncés à plusieurs reprises. Ainsi à propos de la conduite des luttes à la Saviem (Limoges) par exemple : les dirigeants CGT font *délibérément de la diversion* en mobilisant pour des augmentations de salaires alors que la CFDT appelle à la mobilisation la plus large pour défendre un délégué licencié.

D'autres interventions sur les luttes en cours ou terminées eurent lieu : celle des travailleurs de Bléreau (Châtellerault) contre le chômage et la répression syndicale, celle des travailleurs de Microméca-Geager contre la répression exercée sur les sections syndicales Geager, celle des travailleurs des poudres et explosifs (SNPE) (Angoulême), de Brossard (St-Jean d'Angély), des PTT (Limoges) pour la défense de l'emploi, celle des travailleurs de Renault (Limoges), des Santé-sociaux (Limoges), de l'hôpital de Niort, d'Heuliez (Cerisay), de la Maaf (Niort) sur les salaires et les conditions de travail.

Le rassemblement se terminait par un appel à la lutte :

«L'enjeu de la lutte est donc clair : ou bien les patrons et le pouvoir réussissent à mater les travailleurs et leurs organisations syndicales, et alors ils pourront continuer tranquillement à faire leurs profits sur notre dos... mais il existe une autre possibilité, c'est que les travailleurs puissent résister et prennent l'offensive... Dans notre région des succès ont été obtenus : Brossard, Maaf, Renault, etc. Demain dans nos entreprises, dans nos bureaux, avec les travailleurs, continuons la lutte, nous ne serons pas dociles. Nous n'avons rien à perdre.

» Vive la lutte unie des travailleurs !»

Le rassemblement fut donc une bonne journée pour les luttes, pour le renforcement de l'unité à la base et contre le révisionnisme, ennemi des travailleurs.

Correspondant HR.

GREVE DANS DEUX ENTREPRISES CORSES

Les travailleurs de deux entreprises, l'une à Ajaccio et l'autre dans la région de Bastia, sont actuellement en grève.

A Ajaccio les travailleurs de l'entreprise de travaux publics Filippini sont en grève depuis le 17 novembre. Dans la région de Bastia ce sont les travailleurs de chez Filippi qui sont entrés en lutte contre les licenciements de 10 d'entre eux.

Les travailleurs sont déterminés à lutter, cependant les dirigeants locaux de la CGT seraient prêts à discuter à condition que le nombre de licenciés... diminue.

A Fougères

La classe ouvrière à l'offensive !

L'usine Rehault fabrique des chaussures pour femmes. Elle emploie 700 ouvriers. En importance, c'est la deuxième entreprise de Fougères dans le secteur de la chaussure. C'est aussi une des usines fougeraises qui a les plus vieilles et les plus fortes traditions de lutte. Une section CFDT y est implantée depuis longtemps sur de justes positions de classe.

L'an dernier, la moitié des ouvriers travaillaient en sous-traitance, notamment pour une autre usine de chaussures à Ernée dans le Nord de la Mayenne. Ces ouvriers fougerais étaient soumis à une exploitation encore plus grande que ceux travaillant à Ernée. Ainsi, tandis que les cadences imposées par le patron aux ouvriers d'Ernée étaient de 25 à 30 coupes à l'heure et de 90 à 100 paires de chaussures à l'heure, celles imposées aux ouvriers fougerais travaillant en sous-traitance chez Rehault étaient de 40 coupes à l'heure et allaient jusqu'à 140 paires à l'heure ! Et encore, le directeur de Rehault trouvait le moyen de dire qu'il «travaillait» à perte !

Aujourd'hui les contrats de sous-traitance sont arrivés à leur terme. Et, conséquence, ce sont les ouvriers de chez Rehault qui sont les plus touchés par le chômage partiel. Certains n'ont que 2 ou 3 jours de travail par mois ! Officiellement il ne reste plus qu'une commande de 80 000 paires de chaussures, soit la valeur d'un mois de travail. Ce délai écoulé, une grande partie des ouvriers de chez Rehault seront licenciés.

QUE CHERCHENT LES PATRONS ?

Ayant commencé avec une dizaine de travailleurs et après avoir exploité jusqu'à 1 000 ouvriers — jolie expansion ! — les patrons veulent se retirer dans leur chateau — les poches bien remplies ! — et vraisemblablement placer leurs capitaux dans un secteur plus en pointe que la chaussure... Que leur importe que 700 ouvriers soient jetés au chômage.

Mais les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Déjà ils se sont fermement mobilisés à la fin de l'année dernière, en décembre, et ont pris une part active aux puissantes manifestations de septembre et octobre dernier.

Les conditions de la lutte sont dures. Les patrons divisent, d'autant plus facilement qu'il y a chômage partiel, ils ne laissent jamais les mêmes groupes travailler ensemble, etc. De plus les travailleurs, qui font tout pour construire une véritable unité d'action, ont à se battre contre certains dirigeants qui ont peur d'une telle unité. Ainsi le dirigeant local de FO — syndicat très important dans la chaussure — rejette les actions unitaires comme les manifestations, il fait son possible pour que les négociations aient lieu usine par usine, il va même jusqu'à accepter les pré-retraites à 55 ans avec seulement 70 % du salaire, contraignant ainsi les travailleurs à vivre pendant 10 ans avec 30 % de moins que leur salaire !

L'unité des travailleurs dans la lutte, les ouvriers savent d'expérience qu'elle est indispensable pour la victoire. C'est grâce à la lutte dure et unie qu'en janvier 1968, 700 travailleurs avaient pu retrouver leur emploi. Plus récemment, en août, chez Morel et Gate, usine de chaussures employant 300 ouvriers, le patron refuse de payer, les ouvriers occupent ; poussés par leur base les dirigeants FO et CGT doivent rallier l'intersyndicale proposée par la CFDT. C'est une victoire : 3 jours après le patron cède et paye.

Convaincus qu'il n'y aura pas de victoire sans unité à la base et dans l'action les ouvriers se battent contre les agents de la division d'où qu'ils viennent et organisent une riposte dure et massive. Ils ont mis en place des commissions de travail pour mener à bien les actions à l'intérieur de l'usine et populariser leur combat auprès des travailleurs de Fougères et d'ailleurs.

Correspondant HR.

ECHOS

CGEE-ALSTHOM (Fos-sur-Mer) : Grève contre les licenciements

Une grève de 24 heures reconductible a été déclenchée lundi, pour protester contre le licenciement de 80 personnes sur les 220 salariés de l'entreprise.

Durcissement du conflit aux Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire)

En grève depuis le 20 novembre, les 2 600 ouvriers ont renforcé leur mouvement en interdisant lundi l'entrée des locaux au personnel mensuel qui n'avait pas cessé le travail. Les grévistes demandent notamment une augmentation des salaires et la retraite à 60 ans.

Grève à la poudrerie d'Angoulême

Le personnel de la poudrerie d'Angoulême (Charente), qui dépend de la Société nationale des poudres et explosifs, s'est mis en grève mardi pour une durée de 24 heures, renouvelable.

Le mouvement suivi par 70 % des 240 salariés de cette entreprise, est destiné à appuyer des revendications portant sur la sécurité et sur la garantie des droits acquis.

Grève de journalistes à Marseille

Depuis le 18 novembre, dans deux mensuels marseillais, «Provence Magasine» et «Objectif Sud», les journalistes et le laborantin sont en grève pour protester contre 9 licenciements.

Le PCF dans l'impasse

A la lecture des textes préparatoires au XXIIè Congrès du PCF il est clair que le courant qui y domine est celui de la voie électoraliste, proche de la tactique du «Compromis historique» des révisionnistes italiens. La tactique «dure» adoptée depuis un an s'étant soldée par un échec, elle est remise en cause. Dans la situation actuelle, en France, les révisionnistes ne peuvent adopter une tactique putschiste. Les conditions ne sont pas réunies pour cela et elle aboutirait à une défaite du PCF. Si les révisionnistes veulent accéder au pouvoir ils sont obligés, aujourd'hui, de recourir à l'électoralisme, de pratiquer l'unité avec les socialistes et de prôner «l'Union du peuple de France» c'est-à-dire l'alliance avec des courants ouvertement réactionnaires, tout en ne pouvant aller aussi loin qu'en Italie compte tenu des contradictions existant au sein de la direction du PCF.

Voyons donc comment cette tactique s'exprime dans le projet de résolution du XXIIè Congrès du PCF.

«DÉMOCRATIE», «DÉMOCRATIE»...

Le mot «démocratie» est sans doute celui qui revient le plus souvent dans ce texte.

Cela répond à une double nécessité. D'une part vis-à-vis des masses qui se rendent compte de plus en plus clairement de leur vrai visage social-fasciste, les dirigeants révisionnistes cherchent à apparaître comme des «démocrates».

Alors que les régimes de l'URSS et des pays qu'elle domine sont vus de plus en plus clairement comme des dictatures fascistes, ce texte est obligé de prendre ses distances vis-à-vis de cela et cherche à donner une image «démocratique» du régime qu'ils veulent instaurer en France. Ils doivent aller jusqu'à dire qu'*«ils excluent catégoriquement tout recours à l'oppression, au totalitarisme»*. Qu'un parti qui se dit «meilleur défenseur des libertés» soit obligé de dire cela en prouve long. Car enfin, quand on a prouvé qu'on défend réellement les libertés, on n'a nullement besoin de se défendre de vouloir recourir à l'oppression.

Leur formule sur *«un socialisme aux couleurs de la France»* ne prouve qu'une chose : que les travailleurs ne veulent pas d'un «socialisme» aux couleurs de l'URSS, car ces couleurs sont celles du fascisme. Les révisionnistes cherchent ainsi à tromper les travailleurs sur leurs intentions réelles, pour gagner leurs voix aux élections.

Mais surtout, ils veulent rassurer la bourgeoisie en s'engageant à agir dans le cadre de la démocratie bourgeoise et ils veulent faire croire aux travailleurs qu'il serait ainsi possible de changer de société.

«La guerre civile ne figure pas dans les objectifs du Parti communiste français. Ce qu'il propose à la classe ouvrière et au peuple de France, c'est d'assurer par leur action une avance démocratique vers le socialisme dans la liberté et la paix civile. Dans la France de notre époque, les chemins de la révolution s'identifient à ceux de la démocratie.»

Prenant leurs distances vis-à-vis de la tactique putschiste ils écrivent :

«Les communistes rejettent catégoriquement la conception des "minorités agissantes" selon laquelle de petits groupes bien décidés pourraient par des actions exemplaires bousculer les masses populaires et les entraîner à la révolution. Ce chemin, c'est celui de l'isolement, de l'aventure et de la défaite.»

Ce serait en effet pour eux, aujourd'hui, le chemin de l'aventure et de la défaite.

«UNION DU PEUPLE DE FRANCE»

Le projet de résolution reprend également la formule d'«Union du peuple de France» qui avait été lancée avant le XXIè Congrès du PCF et qui visait à l'alliance avec des courants politiques et des individus représentant de façon ouverte une partie des monopoles capitalistes. Mais aujourd'hui la formulation est plus prudente. Ils écrivent : *«Cette Union du peuple de France, les communistes ne la conçoivent que dans la libre expression des multiples courants de pensée, dans le respect des familles spirituelles qui reflètent l'histoire de notre peuple et composent son image. Rien ne serait plus contraire à l'intérêt national et aux leçons de l'expérience que d'opposer les Français en raison de leurs croyances ou de leurs convictions philosophiques.»*

LA RENCONTRE MARCHAIS-BERLINGUER

Deux faits survenus juste apres la session du Comité central ayant adopté le projet de résolution permettent de voir dans les faits le contenu de cette résolution. D'abord, une réunion s'est tenue entre le PCF, le PS et les Radicaux de gauche décidant une manifestation avec Marchais, Mitterrand et Fabre. Il s'agit de mettre en sourdine les attaques contre le PS car elles n'ont pas amené de recul du PS et risquent d'entraîner une rupture de l'«Union de la gauche». Or, celle-ci est indispensable au PCF s'il veut parvenir au pouvoir.

Deuxième événement : la rencontre Marchais-Berlinguer, secrétaire général du parti révisionniste italien. A l'issue des premiers entretiens, Marchais déclarait : *«Nous allons signer avec le PCI un document historique sans précédent dans l'histoire de nos deux partis.»* Puis avec Berlinguer il affirmait que sur les questions fondamentales les deux partis avaient les mêmes positions. Il ajoutait : *«communistes italiens et français recherchent le plus large front possible pour avancer dans la transformation de la société. En Italie il s'agit du compromis historique, en France, cela correspond à notre mot d'ordre d'union du peuple français.»*

Le texte signé est une affirmation de la voie électoraliste et un engagement envers la bourgeoisie à agir dans le cadre des règles de la démocratie bourgeoise. Pour rassurer les autres courants bourgeois et faire croire à leur indépendance vis-à-vis de Moscou ils *«se prononcent contre toute ingérence étrangere»* et *«réaffirment leur attachement à l'indépendance de chaque parti, au respect de la non-ingérence.»*

En signant cette déclaration et en la qualifiant d'«historique», il est clair que Marchais voulait renforcer sa position au sein de la direction du PCF. Tant il est vrai que les contradictions au sein de cette direction demeurent vives.

RIEN N'EST RÉGLÉ

Dès le lendemain de la signature de ce texte Leroy, qui avait déjà été à l'origine de la remise en cause de la politique d'«Union du peuple de France» avant le XXIè Congrès, s'exclamait : *«Il n'est pas question de stratégie ou de politique commune, cela pour des questions de principes, mais aussi parce que les situations nationales sont différentes»*. Pourquoi ces contradictions ? Tout simplement parce que la politique impulsée par Marchais aboutit dans les faits à reléguer le PCF au deuxième rang dans l'Union de la gauche. Cette politique avait amené le développement du PS, il n'y a aucune raison pour qu'il en aille différemment aujourd'hui.

Ensuite, elle amène le PCF à prendre quelques distances vis-à-vis de l'URSS afin de se donner une image «démocratique», «indépendante» de Moscou dans le but de pouvoir ainsi gagner des électeurs et rassurer les alliés électoraux. Elle amène par exemple Marchais à critiquer l'internement du mathématicien Plioutch, dans un asile psychiatrique. Les contradictions au sein de la direction du PCF reflètent le double caractère des intérêts qu'il défend : ceux d'une bourgeoisie bureaucratique liée au social-impérialisme russe. En voulant accéder au pouvoir dans la situation actuelle, le PCF est amené à mécontenter le social-impérialisme car la seule voie qu'il peut prendre aujourd'hui passe par l'alliance avec des forces indépendantes du social-impérialisme russe et l'oblige à se donner un visage indépendant.

Dans la situation actuelle, ou bien le PCF veut accéder au gouvernement et il adopte l'orientation définie par Marchais, ou bien il se résigne à ne pas participer au gouvernement en attendant une situation propice. Une situation de crise économique et politique du capitalisme plus aiguë qu'aujourd'hui, permettant au PCF de se donner un visage «révolutionnaire» et de recourir à la tactique putschiste. Le XXIIè Congrès du PCF fait pour sortir le PCF de l'impasse où il est, ne l'en sortira pas.

SUISSE

L'indépendance prime la neutralité

L'office central de la Défense du gouvernement fédéral suisse vient de publier une brochure intitulée : «Notre politique de sécurité».

Analysant le danger de guerre auquel est confrontée l'Europe, la brochure expose les buts et les tâches de la politique de sécurité suisse. Elle insiste sur la nécessité de s'appuyer sur ses propres forces pour défendre le pays et de maintenir une vigilance constante.

La brochure indique notamment : «*Rarement, on n'a autant qu'aujourd'hui parlé de paix et recouru si fréquemment à la force... Nous devons envisager le pire, c'est-à-dire un vaste conflit armé dans lequel la Suisse serait également entraînée... En dépit des conférences de désarmement et de sécurité, des discussions sur la réduction des forces armées et la limitation des armes stratégiques, nous devons demeurer sur nos gardes. Des assurances de paix ne sauraient constituer un substitut valable à la sécurité. Nous voulons rester maîtres de notre territoire national et protéger la population de notre pays contre toute agression... Nous voulons sauvegarder la paix dans l'indépendance en cas d'attaque armée, provenant de l'extérieur, de toutes nos forces et au besoin avec les armes... La politique suisse de sécurité et la défense générale sont l'expression de la volonté d'indépendance de notre peuple devant les dangers et les menaces qui pèsent sur notre pays*».

La brochure souligne que, dès le moment où la Suisse est entraînée dans une guerre, elle cesse d'être neutre et toutes les limitations que la neutralité implique sur le plan militaire et de la politique étrangère tombent.

Elle met enfin l'accent sur l'importance de faire, dès maintenant, des préparatifs en prévision d'une guerre dans le domaine économique. Il est particulièrement important, en ce sens, les expériences faites lors de la dernière guerre le montrent, de conserver une agriculture productive. La constitution de stocks nécessaires et aussi de réserves dans les ménages, constitue également à assurer le ravitaillement.

L'initiative prise par le gouvernement suisse de sensibiliser l'ensemble de la population au risque d'une nouvelle guerre mondiale que la rivalité soviéto-américaine et, particulièrement les ambitions de l'URSS, font peser sur notre continent, se révèle excellente. Ces problèmes de la défense et de la sécurité concernent effectivement le peuple en premier chef.

Dans notre pays aussi nous devons exiger que ces problèmes sortent du secret des cabinets ministériels et soient clairement exposés au peuple.

PORTUGAL

Le jeu des superpuissances

Les soubresauts qui secouent actuellement le Portugal sont un reflet de l'âpreté de la bagarre qui oppose les deux superpuissances dans leur tentative de contrôle de ce pays et de la ferme volonté du peuple de défendre son indépendance nationale menacée. Dans la situation actuelle il est très important de comprendre le rapport de force qui y existe entre les deux superpuissances pour mener à bien les luttes pour les balayer. Pour cela nous avons largement emprunté à un article paru dans l'organe du PCP (m-l), «Unidade popular» No 48, sous le titre : «La grande offensive des nouveaux tsars de Russie».

Depuis le 25 avril, les forces qui représentent l'impérialisme américain se trouvent en net recul, surtout à cause de la chute de leur principale base d'appui : la dictature fasciste. Ceci ne signifie pas qu'elles aient abandonné la partie et qu'elles laissent les portes grandes ouvertes au social-impérialisme russe sans mener contre lui une lutte serrée. Mais leur influence a été considérablement ébranlée par le démantèlement de l'ancien parti unique gouvernemental (l'ANP), celui de la police politique (la PIDE) et celui de la légion. Aujourd'hui, ses forces d'appui au niveau des secteurs politiques légaux sont très affaiblies et il se voit obligé de recourir à des organisations clandestines fascistes dispersées et, actuellement de faible puissance, telles l'armée de libération du peuple (ELP) et le Mouvement démocratique pour la libération du Portugal (MDPLP, contrôlé par le général De Spinola).

Au niveau économique, il a essuyé une série de revers avec la nationalisation de quelques monopoles autrefois contrôlés par ses valets même s'il conserve encore dans le pays de solides points d'appui économique.

Au niveau militaire, sa capacité de manœuvre a passablement diminué avec l'éloignement d'innombrables officiers fascistes et autres, défenseurs d'une liaison étroite avec l'impérialisme américain. A l'intérieur, de l'appareil d'Etat, on a également assisté à son recul, avec l'épuration, dans le courant de l'année écoulée, d'éléments fascistes et par leur substitution, dans bien des cas par des sociaux-fascistes, membres ou sympathisants du PCP, à des postes importants, tant au niveau des administrations locales qu'à celui du gouvernement.

Cela ne signifie pas cependant que l'impérialisme yankee ait été définitivement chassé du pays. Le commandement des forces navales ibériques de l'OTAN se situe encore en territoire portugais. On continue aussi à assister à l'infiltration des agents de la CIA par l'intermédiaire des fonctionnaires diplomatiques. Un ex-agent de la CIA, Philip Agge, affirmait récemment qu'il savait «qu'un fonctionnaire des Etats-Unis sur quatre, au Portugal, travaille pour la CIA».

Les îles portugaises des Açores sont encore la chasse gardée de l'impérialisme américain.

Enfin le retour d'Angola de 350 000 colons portugais crée une nouvelle base potentielle pour les mouvements fascistes inspirés par Washington.

Mais, malgré ces appuis, l'impérialisme américain se trouve franchement en déclin au Portugal, car dans la majorité des secteurs clés de contrôle du pays, il a perdu une grande partie de la force qu'il détenait et est passé d'ennemi principal du peuple qu'il fut pendant longtemps, à une position défavorable dans la course à l'hégémonisme, par rapport aux sociaux-impérialistes. Le sentiment antiaméricain de la classe ouvrière et du peuple portugais, opprimés pendant si longtemps par une dictature à sa botte, est en outre très profond.

C'est donc principalement le social-impérialisme russe qui est passé à l'offensive au Portugal, contre l'offensive populaire pour l'indépendance nationale. Mais l'action de désorganisation et de division que ses agents impulsent pour favoriser leur marche au pouvoir peut être aussi utile à l'impérialisme américain pour reconquérir une partie du terrain perdu. Un Pinochet au pouvoir n'est pas exclu au Portugal. Mais dans tous les cas ce serait le social-impérialisme et ses agents qui seraient directement responsable de sa mise en selle.

(A suivre)

Nouvelles brèves

LE SURINAM ACCEDE A L'INDÉPENDANCE

Le Surinam, ancienne Guyane hollandaise est devenu une République indépendante le 25 novembre après plus de trois siècles de colonisation par les Pays-Bas.

Sa capitale est désormais la ville de Paramaribo. D'une superficie de 150 000 km2, le nouvel Etat indépendant est situé au nord du Brésil entre l'ancienne Guyane britannique à l'Ouest et la Guyane française, à l'Est. Il compte à peu près 400 000 habitants. C'est le troisième pays producteur de bauxite du monde (après l'Australie et la Jamaïque). Il est riche aussi en forêts, bois précieux, agrumes, jusqu'ici pillés par des compagnies étrangères dont la tristement célèbre «United fruit».

Nul doute que ce nouveau pays indépendant du tiers monde aille grossir le rang de l'essor impétueux du Mouvement des non-alignés.

******

ANGOLA : POURSUITE DES COMBATS MEURTRIERS

De violents combats se poursuivent en Angola, particulièrement à environ 400 kms du Sud de Luanda, entre les trois mouvements de libération, dans l'une des zones agricoles les plus riches du pays. L'intervention directe ou camouflée des superpuissances se poursuit activement par l'envoi massif de mercenaires et d'armements. Les Soviétiques notamment établissent un véritable pont maritime et aérien, pour débarquer en Angola les armes les plus perfectionnées qui servent à tirer contre d'autres Angolais. D'ores et déjà la guerre civile qu'elle a provoquée a fait plus de morts que les 14 années de lutte contre le colonialisme portugais.

Les dirigeants du Kremlin portent là une responsabilité criminelle que l'Afrique ne leur pardonnera jamais.

HOPITAL: DANGER !

«Hôpital : silence» c'est ce qu'on a l'habitude de lire à l'entrée des hôpitaux, censés donner des soins aux malades dans les meilleurs conditions. Mais si la lutte des travailleurs n'empêche pas le système capitaliste de sacrifier la sécurité à la rentabilité y compris dans la construction des hôpitaux, c'est bientôt «hôpital : danger» qu'il faudra inscrire à la place.

Durant le mois de novembre plusieurs incendies ont éclaté dans des hôpitaux, notamment à Créteil près de Paris, à Clermont dans l'Oise, fait d'autant plus grave que nombre de malades sont dans l'impossibilité de se déplacer pour fuir un incendie. Il serait donc logique qu'on fasse tout pour empêcher une telle catastrophe de se produire, mais ce n'est pas le cas comme le montre par exemple l'incendie de Clermont.

Heureusement il n'y a eu que des dégats matériels et pas de victimes car l'incendie a éclaté dans un pavillon réservé à des enfants valides. Mais c'est un pur hasard qu'on ait évité la catastrophe et si l'incendie avait éclaté dans l'un des pavillons voisins où se trouvent de nombreux handicapés, il aurait à coup sûr, entraîné la mort de nombreux enfants. Car ces pavillons ont été construits au moindre coût avec comme revêtement intérieur du polystirène pour les murs et de la laine de verre pour les faux plafonds. Quelques minutes après qu'on se soit aperçu de l'incendie le couloir du pavillon et plusieurs salles étaient envahis par une épaisse fumée toxique que ces matériaux dégagent en se consumant à haute température. Seule la rapidité d'action du personnel a permis de sortir les enfants qui se trouvaient en petit nombre dans le pavillon à temps avant que la fumée s'abaisse au ras du sol. Le personnel contraint de travailler dans ces pavillons a obtenu des syndicats qu'ils demandent la réunion de la commission d'hygiène et de sécurité mais aussi qu'ils entreprennent une action d'information plus large dans l'hôpital.

Beaucoup d'infirmières savent bien que la discussion autour d'une table avec l'administration ne suffira pas à résoudre les problèmes de sécurité. Celle-ci se retranche derrière «les textes de loi» qui tolèrent semble-t-il l'emploi de pareils matériaux et n'envisage que des mesures propres à diminuer les risques (détecteurs de fumée, etc.) tandis qu'elle va obliger le personnel à des consignes de surveillance draconiennes.

Si un drame se produit c'est bien évidemment un agent du personnel qui n'aura pas «respecté les consignes» qui sera jugé principal responsable.

Il est scandaleux qu'après les incendies du CES Édouard Pailleron et celui du 5-7 à Saint-Laurent du Pont on autorise encore l'usage de pareils matériaux dans la construction de locaux d'habitation, d'autant plus quand il s'agit d'écoles, d'hôpitaux ou d'hospices, au mépris de la vie de ceux qui sont contraints de les fréquenter.

Nous invitons nos lecteurs qui ont fait l'expérience des méfaits de ces matériaux ou qui ont des connaissances juridiques ou professionnelles dans ce domaine à nous écrire et à nous faire part aussi des actions qu'ils ont pu mener pour améliorer la sécurité.

USA:

Relance de l'économie, fin de la crise ... ou détérioration de la vie des travailleurs

Les derniers chiffres officiels de chômage pour le mois d'octobre font apparaître une augmentation des demandeurs d'emploi de plus de 250 000 par rapport à septembre. 8,5 % de la population active est inscrite au chômage, et ceci malgré le retour à l'école de millions de jeunes qui cherchaient des emplois durant l'été.

Les industries automobiles qui font grand tapage autour de la soi-disant relance ont encore des taux de chômage de 20 % et plus, et si le PNB (produit national brut) est en légère hausse par rapport au mois précédent, son taux actuel atteint à peine celui du début des années 60.

Rockefeller et Ford ont eux-mêmes déclaré que ce taux extrêmement élevé de chômage durerait jusque dans les années 80 et qu'on ne peut rien faire contre.

Où en est réellement l'économie américaine aujourd'hui, et qu'est-ce qui se cache derrière cette prétendue relance ?

Le gouvernement et la classe dirigeante américaine se débattent dans la crise la plus longue et la plus importante de leur histoire depuis 1929, et se trouvent confrontés à des problèmes de surproduction tels, des problèmes d'exploitation des travailleurs si grands, et un taux de chômage si élevé, qu'il sera particulièrement difficile pour cet impérialisme de surmonter même temporairement la crise actuelle.

LA REDISTRIBUTION DES MARCHÉS

Les deux guerres mondiales avaient fourni à l'impérialisme américain la possibilité de s'emparer des marchés mondiaux et de faire l'acquisition de la plupart des colonies des impérialismes déchus (Allemagne, France, Angleterre, Japon). En effet les puissances européennes, minées par la guerre, leurs industries de base détruites, leurs villes et villages bombardés, n'avaient plus la force, au lendemain des deux guerres, de produire, vendre, réoccuper des territoires, regagner les marchés perdus, etc. Et la seule puissance de l'époque à être prête à satisfaire ce rôle de fournisseur était précisément l'impérialisme américain qui n'avait subi aucune des destructions de la guerre.

Ses exportations massives de capitaux vers l'Europe, le Japon, puis l'Amérique latine, enfin les péninsules indochinoises et coréennes, lui permirent un développement économique extrêmement rapide et relativement linéaire jusque dans les années 60.

Mais depuis le début de la résistance massive et de la longue guerre populaire des patriotes vietnamiens et d'une façon générale indochinois, les énormes dépenses militaires commencèrent à peser de plus en plus lourd dans la balance américaine et sonnèrent le signal d'alarme pour leur bourgeoisie.

Pour la première fois, un petit peuple tenait en échec un géant financier et militaire, et démontrait que le colosse avait bien des pieds d'argile, que le tigre était bien fait de papier.

Cela correspondait également aux développements des premières importantes crises domestiques sur le plan économique et social. Le mouvement pour les droits civiques des afro-américains, la révolte des ghettos, le puissant mouvement «antiguerre», la montée du chômage, etc.

Aujourd'hui les contradictions internes et externes se développent à grande allure aux USA, et poussent la classe ouvrière à engager des luttes de plus en plus grandes et déterminées.

Mais face à cela, la bourgeoisie américaine s'organise et commence à sortir son arsenal de mesures réactionnaires et fascissantes.

En particulier : le programme de timbres de nourriture risque d'être limité à un nombre restreint de familles, des propositions de lois allant dans ce sens ont été récemment déposées par l'administration Ford.

Les timbres de nourriture permettent l'acquisition par certaines familles les plus pauvres, de nourriture à des prix légèrement inférieurs aux prix courants, environ 20 % de moins.

Mais le programme ne s'est pas étendu à un nombre plus important de familles durant la dernière crise, malgré l'augmentation du chômage. Aujourd'hui, seuls 18,8 millions de personnes bénéficient du programme, et 38 % des personnes y ayant droit n'y ont pas accès.

Cela ne semble pas suffisant pour l'administration Ford, et celle-ci veut réduire encore davantage le nombre des bénéficiaires du programme. Cette «réforme» éliminerait 26 % des bénéficiaires, c'est-à-dire 4,9 millions de gens. 29 % seraient obligés d'acheter plus cher leurs timbres (6,6 millions). Enfin, toute famille ayant un revenu supérieur au seuil de pauvreté (5 050 $/ an pour une famille de quatre) ne pourrait bénéficier du programme.

On a, dans le courant de cette campagne réactionnaire, accusé le présent programme d'être l'objet de fraudes, abus, etc., que nombre de familles aisées bénéficient de ce programme quand leurs moyens leur permettraient de s'en dispenser.

C'est en fait faux, 97 % des bénéficiaires ayant des revenus inférieurs à 9 000 $, 87 % inférieurs à 6 000 $ par an.

(A suivre demain)

UN NOUVEAU FILM DE CHANGHAI

Comment le peuple chinois mène-t-il une lutte contre le social-impérialisme russe ? Le film de fiction, en couleurs, «Le deuxième printemps» tourné récemment par le studio de Changhaï est une réponse vivante à cette question.

Il relate, au début des années 60 en Chine, la lutte très dure qui se déroula autour de la construction d'une vedette dans un chantier naval. Cette lutte oppose les partisans du principe «d'indépendance et d'autonomie» et de «compter sur ses propres forces» aux partisans de «l'aide et de l'assistance étrangère», en l'occurence celle de l'URSS de Kroutchev qui tentait à cette époque de faire échouer la Chine populaire dans sa tâche d'édification du socialisme en lui retirant et en sabotant l'aide qu'elle lui fournissait.

Espérons que nous pourrons voir très bientôt ce film chez nous.

Des femmes prennent la parole

Du samedi 29 novembre au dimanche 7 décembre inclus, au sous-sol du cinéma «Le 14 juillet», des femmes prennent la parole et vous invitent toutes — et tous — à venir discuter avec elles.

Programme de la semaine :

Samedi 29 à 24 heures : «On s'est trompé d'histoire d'amour» et débats.

Dimanche 30 à 20 heures : débats sur l'avortement et la contraception avec le MLAC.

Lundi 1er à 20 heures : débat sur la femme et le travail. Projection de «Éternel féminin» et de «Lip au féminin».

Mardi 2 à 20 heures : débat sur l'école sexiste.

Mercredi 3 à 20 heures : «Paysannes du Haut-Quercy» et débats.

Jeudi 4 à 20 heures : débat sur la sexualité : prostitution et pornographie.

Vendredi 5 à 20 heures : débat sur la sexualité : couple, divorce.

Samedi 6 à 15 heures : débat sur les femmes et le travail. «Petites têtes et grandes surfaces».

Dimanche 7 à 15 heures : débat sur les luttes internationales des femmes : Vietnam, Portugal, Espagne. «L'heure de la libération a sonné».

Pour fêter la libération de l'Albanie (le 29.11.44)

De simples hommes et femmes, ce soir
grandissent, en s'éloignant dans l'Histoire,
tout leur devoir de révolte accompli,
comme ils rentraient des champs, rapportant leurs outils.

Ennoblis par un parfum d'orge,
ces insurgés visaient de leurs armes infaillibles
des conquérants fascistes en fuite...
Tout ce peuple a grandi dans la haine de classe.

Son unité, voilà qui s'appelle l'amour.
Fini, les femmes prisonnières
empêchées de servir le peuple et le Parti :
l'homme, la femme sont unis

comme main gauche et droite, en serrant le fusil
ou le manche lisse du pic.
La lutte et le travail, les voici côte à côte.
Puisque l'un l'autre ils se renforcent,

Camarades, illustrons peuple et Parti ensemble
au grand jour, ou dans les rues noires,
dans les prisons, dans la victoire, unissons-les
par l'air d'un chant d'indépendance !

Venus des cîmes appréciées par les aigles
jusqu'à la mer héroïque et violette,
des montagnards repoussaient au fusil
la flotte «alliée», après l'armée nazie.

Qui produit, qui détient armes et céréales ?
Cette question que tous les peuples posent
dès le siège de Troie, jusqu'à l'encerclement
impérialiste, la Méditerranée
— qu'écument aujourd'hui les flottes US et russe —
l'a proclamée, résumée, résolue
quand sur ses rocs ruinés par les fascistes
ouvriers, paysans levaient leur drapeau rouge

le premier jour, auprès de la mer calme et forte.
De grands travaux depuis accomplissent ces hommes
qui peinent dans leurs champs parfumés en terrasse
pour que nos deux pays s'unissent et se ressemblent.

Frères européens, peuple au combat,
soldats, miliciens en bras de chemise,
avec leur fière indépendance ils gardent
les hautes frontières du socialisme.

Des lecteurs.

COMITÉ UNITAIRE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'ESPAGNE

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL
L'exemplaire : 3 F

Le numéro 1 (novembre 1975) est en vente

Aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

Aux Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris

«La Force du livre»
33, rue René-Leynaud
69001 Lyon

Ce premier numéro présente la plate-forme du CUSPE et lance un appel à créer partout des comités France-Espagne.

«LA FAUCILLE» deux fois par mois
UNE BATAILLE QUE NOUS GAGNERONS ENSEMBLE

Le plan rédactionnel (2)

Ce plan, nous vous le soumettons, pour que vous puissiez en faire la critique et l'enrichir de vos suggestions.

A la Une :

— un éditorial court, traitant du problème le plus important de l'actualité paysanne et agricole de la quinzaine,

— les informations sur les luttes en cours envoyées par vous ou par les correspondants réguliers.

— les informations générales agricoles (activités des partis, des syndicats, du gouvernement, etc., ayant un rapport avec la lutte de classe de la paysannerie).

Au verso :

— les informations internationales de caractère paysan ou agricole.

— une rubrique «lettre de lecteurs» et nos réponses.

— une moitié de page consacrée à des interviews, enquêtes, documents, point de vue de parti, etc.

— quelques informations publicitaires sur les livres et brochures utiles.

Nous souhaitons que dans l'ensemble, il puisse être abondamment illustré de photos ou de dessins-caricatures sur les luttes paysannes... mais cela dépendra en partie de vous, amis lecteurs et camarades.

Un dernier point, nous comptons commencer cette formule dès le prochain numéro, c'est-à-dire dès le courant du mois de décembre.

D'ici là, envoyez-nous vos réflexions. Ce sera le meilleur gage de succès.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : . . . . . PRENOM : . . . . . .
AGE : . . . . . PROFESSION : . . . . . .
ADRESSE : . . . . . .
. . . . . .

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 31 226-72 — La Source

«INDULTO.INSULTO»
«CLEMENCE.INSULTE»

SUITE DE LA PAGE 1

Tous les emprisonnés au titre de la loi dite «antiterroriste» proclamée le 27 août dernier sont exclus du décret. Or, toutes les arrestations effectuées depuis cette date l'ont été en vertu de cette loi. En particulier, aucun des militants du FRAP et de l'ETA ou des emprisonnés accusés d'y appartenir ne sera libéré. Et bien entendu, aucun des exilés condamnés à des peines de prison n'est concerné.

Voilà pourquoi en Espagne on appelle les mesures annoncées par Juan Carlos, *«Indulto — Insulto»* ce qui signifie : *«Clémence — insulte»*.

Et pendant ce temps de nouvelles arrestations ont lieu. Dans la seule journée de mercredi on apprenait que vingt arrestations avaient eu lieu à Saragosse, trente autres à la Corogne.

En Espagne, rien n'a changé, le fascisme règne toujours.

Mais déjà de nouvelles manigances se trament pour continuer à donner l'illusion du «libéralisme» et mettre en place une alternative à Juan Carlos si besoin était. C'est ainsi que le fasciste Nicolas Franco, neveu du bourreau disparu, membre du Conseil national du «Mouvement» fasciste s'est entretenu à Paris avec le secrétaire général du faux Parti communiste d'Espagne, Carrillo. Les uns et les autres se font des promesses. Franco promettant la libération des membres du PCE encore emprisonnés et sa légalisation

tandis que Carrillo déclare : *«Le Parti communiste espagnol agira fermement contre l'esprit de vengeance et de revanche. Nous sommes prêts à faire une politique constructive»*

Il est vrai que Carrillo a lui aussi son candidat au trône, le père de Juan Carlos, Don Juan, fils d'Alphonse XIII que la République chassa autrefois.

LIBAN : SCENES DE LA GUERRE CIVILE

Le Liban est toujours la proie de la guerre civile alimentée par les superpuissances. Les États-Unis soutiennent les phalangistes, l'URSS le «Front des progressistes».

«La ville de Beyrouth s'est installée, inquiète et semi-déserte, dans un climat de terreur et de croissante insécurité.

»Chaque jour qui passe apporte avec lui sa ration d'horreurs et d'atrocités, que l'information, devenue quasi routinière, mentionne sans trop de détails : découverte de corps décapités ou affreusement mutilés, enfants fauchés froidement par des tireurs solitaires, adolescentes violées par des bandes armées, pillards en action un peu partout dans la jungle de la rue, enlèvements, contre-enlèvements, prises d'otages, vendettas... Les forces de sécurité intérieure débordées, impuissantes, sont épuisées.

»Dès que la nuit tombe sur Beyrouth, les derniers piétons pressent le pas : ils n'attendront pas l'heure officielle du couvre-feu pour gagner leur domicile et si, chemin faisant, ils constatent que l'accès de leur quartier est interdit par un barrage, ils passeront la nuit à l'hôtel ou chez un ami du voisinage.

»Entre 20 heures et 5 heures du matin, Beyrouth, prise de torpeur ferme ses volets et n'appartient plus qu'aux ombres, à la peur et à une vague espérance...»

C'est un extrait du reportage fait par l'envoyé de l'Agence France-Presse au Liban qui mentionne par ailleurs l'arrivée massive d'armements très sophistiqués. On parle d'armes françaises mais surtout de livraisons massives, via la Bulgarie, d'armes soviétiques. Rappelons d'ailleurs à ce sujet que l'URSS ce soi-disant pays socialiste, est le premier marchand de canons du monde, pour lequel bien entendu l'argent n'a pas d'odeur, puisqu'elle n'hésite pas à vendre des armes aux «phalanges libanaises», l'ennemi de ses amis!

ONU : Le représentant chinois réaffirme la position de la Chine sur l'Angola

Prenant la parole au cours du débat sur le problème de l'anticolonialisme devant l'assemblée générale de l'ONU, le représentant chinois, Lai Ya-li a dénoncé avec vigueur l'intervention des superpuissances, notamment l'URSS, en Angola. Il a en effet souligné que l'URSS envoie d'importantes quantités d'armes et *«même des armes lourdes que le peuple angolais n'avait jamais pu obtenir tout au long de sa lutte contre la domination colonialiste»* **et que de son côté l'autre superpuissance ne s'est pas laissée distancer** *«elle encourage activement les autorités sud-africaines à intervenir»*.

Par ailleurs, démentant totalement les mensonges de l'appareil de propagande du social-impérialisme russe, il a solennellement réaffirmé que la Chine a toujours traité les trois organisations de libération de l'Angola sur un même plan et d'une manière amicale et, a-t-il poursuivi, *«nous leur avons accordé toutes formes d'aides, y compris l'aide militaire, dans leur lutte contre le colonialisme portugais. A notre avis, les trois organisations de libération angolaises sont des organisations sœurs, qui étaient des compagnons d'armes durant les jours de la difficile lutte armée contre le colonialisme. Elles ont toutes les raisons de refaire l'unité entre elles mais aucune raison valable de se livrer à la confrontation, à la division et à la guerre. C'est pourquoi nous leur avons conseillé de chercher les points d'entente en mettant de côté les divergences et de s'unir contre l'ennemi. Après qu'elles eurent conclu un accord avec le gouvernement portugais sur l'obtention de l'indépendance à une date déterminée,* **a enfin déclaré le représentant chinois,** *nous avons cessé de donner toute nouvelle aide militaire aux trois organisations de libération angolaises. La calomnie soviétique contre la Chine selon laquelle elle "intervient dans les affaires intérieures de l'Angola" n'est qu'une manœuvre méprisable, comme celle du "voleur qui crie au voleur". Rien ne saurait camoufler les crimes innombrables commis par le social-impérialisme soviétique en Angola.»*

PORTUGAL : LES PRO-SOVIÉTIQUES RESPONSABLES DU PUTSCH MANQUÉ

L'action aventuriste dans laquelle ont été entraînées certaines unités de l'armée portugaise a été suscitée par les forces pro-soviétiques c'est-à-dire le PCP et les groupes trotskystes qui depuis plusieurs semaines préparaient et appelaient à un coup de force contre le gouvernement. Sans l'appui profond des masses. L'opération de quelques régiments de Lisbonne a échoué tandis que plusieurs officiers responsables du putsch avorté ont été arrêtés.

Le sang a en effet coulé pour la première fois entre soldats portugais lorsque le commandant de la police militaire a refusé de se rendre au palais présidentiel. Les commandos d'Amadora fidèles au gouvernement sont intervenus. Trois hommes de ces unités et un de la police militaire ont été tués.

PORTUGAL

MEETING

organisé par le MIL et le CILA

Mardi 2 décembre à 20 h 30

montage diapositives, chorale

Cinéma Ménil-Palace
48, rue Ménilmontant
Paris 19è

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975